

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE (SAD)

N° 25-19C

FOURNITURE DE PRODUITS DE CONTRASTE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

N° 25-19C

RECEPTION DES CANDIDATURES :

Date(s) à respecter impérativement

Date(s) et heure limite(s) de réception des plis avant les premières évaluations d'admission
au Système d'Acquisition Dynamique :

au plus tard le 10/04/2025 à 16 heures

SOMMAIRE

I - OBJET DE LA CONSULTATION ET PROCEDURE SUIVIE	4
I.A - OBJET DE LA CONSULTATION	4
I.B – PROCEDURE DE PASSATION	4
I.C - DUREE DU SYSTEME D’ACQUISITION DYNAMIQUE	5
I.D – CATEGORIES ET QUANTITES ESTIMEES	5
II - MODALITES DE CONSULTATION	5
II.A – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD	5
II.B – OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
III - CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	7
III.A - DISPOSITIONS GENERALES	7
III.B - LE DOSSIER DE CANDIDATURE	7
IV - DELAI ET MODALITES DE REMISE DES PLIS	9
IV.A - LE DELAI DE DEPOT DES CANDIDATURES	9
IV.B - LES MODALITES DE DEPOT DES CANDIDATURES	9
IV.B.1 - LES MODALITES DE REMISES DES PLIS DE CANDIDATURES	9
IV.B.2 – REGLE DE NOMMAGE DES FICHIERS DU DOSSIER DE CANDIDATURE	10
V - EXAMEN DES CANDIDATURE ET ADMISSION	11
V.A – REGULARITE DU DOSSIER DE CANDIDATURE	11
V.B - SELECTION DES CANDIDATURES	11
V.C – EXCLUSION DU SAD	12
VI - CONTENU ET ANALYSE DES OFFRES AU STADE DES MARCHES SPECIFIQUES	12
VI.A – LANCEMENT D’UN MARCHE SPECIFIQUE	12
VI.B - CONTENU DES OFFRES ET CONDITIONS DE REMISES	12
VI.B.1 - LES MODALITES DE REMISES DES OFFRES	13
VI.B.2 – REGLE DE NOMMAGE DES FICHIERS	14
VI.C – CRITERES D’ATTRIBUTION DES OFFRES	14
VI.D - LES CONDITIONS PREALABLES A LA SIGNATURE D’UN MARCHE SPECIFIQUE	15
VII.B - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	15

I - OBJET DE LA CONSULTATION ET PROCEDURE SUIVIE

I.A - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente **consultation référencée 25-19C**, est relative à **la fourniture de produits de contraste, et des prestations associées, destinée à l'AGEPS – Service Approvisionnement et Distribution**.

I.B – PROCEDURE DE PASSATION

Dans le cadre de la présente consultation, il est fait recours à un **système d'acquisition dynamique (SAD)** passé en application des articles R.2162-37 à R.2162-51 du code de la commande publique (CCP).

La procédure se définit comme un processus entièrement électronique de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un ou plusieurs des opérateurs préalablement sélectionnés. Le système d'acquisition dynamique respecte les règles de l'appel d'offres restreint sous réserve des dispositions des articles R. 2162-39, R. 2162-41 à R. 2162-47 et R. 2162-49 à R. 2162-51 du CCP.

A compter de la publication du présent SAD et durant toute sa durée de validité, il est offert par voie électronique un accès libre, direct et complet au dossier de consultation du SAD.

Au cours de la durée de vie du système, tout opérateur économique peut demander à l'intégrer ; son dossier de candidature est examiné par l'AP-HP qui se prononce sur la recevabilité de cette candidature dans un délai de 10 jours ouvrables à compter de la réception de la candidature (à l'exception des candidatures envoyées dans un délai inférieur à 30 jours à compter de la publication du présent SAD, cf. paragraphe ci-après). Ce délai est susceptible d'être porté à 15 jours ouvrables lorsque cela est justifié, notamment parce qu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier d'une autre manière si les critères de sélection sont remplis, conformément à l'article R. 2162-45 du CCP.

Les premières candidatures seront examinées après un délai de 30 jours à partir de la publication du présent SAD. L'AP-HP se prononcera sur la recevabilité de ces candidatures dans un délai maximum de 15 jours ouvrables à compter de l'ouverture des plis. Après ce délai, la première consultation en vue de la passation de marchés spécifiques pourra être lancée.

Pendant toute la durée du SAD, une invitation à soumettre une offre sera envoyée à chaque nouvelle consultation à l'ensemble des candidats préalablement admis. (Seuls les candidats dont la candidature a été validée avant le lancement de la consultation pourront y participer).

Le délai minimal de réception des offres est de dix (10) jours à compter de la date d'envoi de la lettre de consultation. Toutefois, l'AP-HP peut réduire ce délai en fixant une date limite de réception des offres d'un commun accord avec les candidats invités à soumissionner, à condition que cette date soit la même pour tous.

Les marchés spécifiques sont passés sous la forme d'accords-cadres mono-attributaires à bons de commande, au sens des articles R. 2162-1, R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP. En application de l'article R. 2162-4 du CCP, ces accords-cadres comporteront un montant minimum et/ou un montant maximum en valeur. Il est précisé que le pouvoir adjudicateur est engagé sur le montant minimum, le futur titulaire sur son maximum.

Les modalités d'exécution des marchés spécifiques, conclus dans le cadre du SAD, sont précisées dans la lettre de consultation.

I.C - DUREE DU SYSTEME D'ACQUISITION DYNAMIQUE

Le système d'acquisition dynamique est mis en place pour une **durée de neuf (9) ans à compter de sa publication**. Cette durée de validité pourra être modifiée selon les dispositions de l'article R.2162-40 du code de la commande publique.

Il peut être mis fin au système d'acquisition dynamique sur décision de l'AP-HP. Cette décision est notifiée aux candidats admis et n'emporte pas de conséquence sur les marchés spécifiques conclus qui continuent à s'exécuter jusqu'à la date prévue. La fin anticipée du système n'ouvre droit à aucune indemnité.

I.D – CATEGORIES ET QUANTITES ESTIMEES

Le système n'est pas subdivisé en catégories de produits.

Le montant prévisionnel des achats envisagés pour toute la durée du système d'acquisition dynamique est de **70 000 000 €HT**.

L'allotissement et l'estimation des besoins de la première consultation pour marchés spécifiques figurent en annexe n°1 du dossier de consultation du SAD. Ces informations n'ont aucun caractère contractuel et ne sont données qu'à titre indicatif. Elles ont vocation à permettre aux candidats d'apprécier l'étendue des besoins couverts par le système.

II - MODALITES DE CONSULTATION

II.A – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DU SAD

Le dossier de consultation du SAD est constitué des pièces suivantes :

<i>Intitulé des documents</i>	<i>Fichiers informatiques correspondants</i>
L'avis de marché publié au JOUE	JOUE
Le présent Règlement de la Consultation	RC
Le Cahier Type des Clauses Administratives Particulières des marchés spécifiques	CCAP type
Le Cahier Type des Clauses Techniques Particulières des marchés spécifiques	CCTP type
Le Cahier des clauses techniques particulières pour la livraison à l'AGEPS	CCTP Livraison AGEPS
Les Annexes au CCTP : -Annexe 1 : Lot et quantités estimatives de la 1ère consultation pour marchés spécifiques	Annexe 1 Lots et quantités estimatives Consultation n°1
-Annexe 2 : Coordonnées des différents correspondants ou interlocuteurs de l'entreprise	Annexe 2 Coordonnées

-Annexe 3 : Tableau d'offre de prix type (format Excel)	Tableau d'offre de prix type
-Annexe 4 : Cadre de réponses réglementaires et techniques type	Annexe 3 Cadre de réponses réglementaires et techniques type
-Annexe 5 : Cadre de développement durable type	Annexe 4 Cadre Dev Durable type
-Annexe 6 : Fiche technique Sécurité d'approvisionnement type	Annexe 5 fiche technique Sécurité d'approvisionnement type

II.B – OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est disponible et accessible pendant toute la durée du SAD.

En application de l'article R. 2132-2 du CCP, les sociétés ont la possibilité de télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité, via la **plateforme des achats de l'Etat PLACE** dont l'adresse Internet est <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Afin d'accéder à cette application, le candidat peut, au préalable, s'inscrire sur le site. Pour cela, après avoir cliqué sur le bouton d'accès à la création d'un nouveau compte, il renseigne les différents champs proposés puis valide son inscription.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire. **Cependant, l'attention des candidats est appelée sur le fait que l'identification permet d'être tenu informé automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra aux candidats de récupérer par leurs propres moyens les informations communiquées.**

Pour tout renseignement relatif au site de dématérialisation, le candidat peut accéder au guide d'utilisation du site, en téléchargeant la documentation gratuite sur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide> .

Afin de télécharger le DCE, le candidat doit impérativement vérifier sa configuration et installer les éléments indispensables afin d'accéder à l'espace de téléchargement, il doit notamment disposer d'un Applet JAVA dont la version à jour de la JRE « Java Runtime Environment » est téléchargeable en ligne à l'adresse suivante :

https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=commun.PrerequisTechniques&calledFrom=entreprise#rubrique_2

Cette adresse liste également les pré-requis et permet au candidat de tester sa configuration et de s'entraîner sur une consultation test. Il peut aussi, pour tout problème de connexion ou de téléchargement contacter le service clients PLACE par téléphone au 01.76.64.74.07 ou en suivant ce lien [Assistance](#).

Pour garantir au mieux le bon déroulement de la consultation dématérialisée le candidat doit tenir compte des indications suivantes :

- Lors du téléchargement du DCE, le candidat doit s'identifier grâce à ses identifiant et mot de passe afin de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation.

- Afin de décompresser et pouvoir lire les documents mis en ligne par l'AP-HP, les sociétés doivent notamment disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : **ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF**.

La possession d'un certificat électronique de signature n'est pas requise au stade du retrait du DCE via le site.

III - CONSTITUTION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

III.A - DISPOSITIONS GENERALES

➤ Les conditions de langue :

La langue devant être utilisée pour présenter les candidatures est le **français**.

Conformément à l'article R. 2143-16 du CCP, les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigée en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

➤ Les conditions liées au groupement d'opérateurs économiques :

Le groupement d'opérateurs économiques est autorisé.

Dans le cadre du groupement d'opérateurs économiques :

- Sur le D.U.M.E. ou le formulaire DC1, doit être précisé si le groupement est solidaire ou conjoint et son mandataire expressément désigné
- Chaque membre du groupement doit fournir les documents demandés au titre de la candidature

AVERTISSEMENT :

Conformément à l'article R. 2142-4 du CCP, une personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même accord-cadre.

➤ Les conditions liées à l'exécution du marché public par un mandataire :

Les opérateurs économiques sont autorisés à confier à un ou plusieurs autres opérateurs économiques dits mandataires, l'exécution de l'accord-cadre (gestion des commandes et/ou des livraisons et gestion de la facturation pour le compte du mandant), à condition de produire une convention de mandat, conclue, le cas échéant, avec chacun des mandataires et précisant leurs engagements vis-à-vis du mandant ou d'en attester sur l'honneur l'existence.

L'AP-HP invite les opérateurs à privilégier cette forme d'exécution du marché public plutôt que celle des groupements, moins adaptée aux accords-cadres de produits de santé.

III.B - LE DOSSIER DE CANDIDATURE

Tout candidat à la présente procédure devra produire le **formulaire de candidature D.U.M.E.** à compléter en ligne sur la plateforme d'achat PLACE conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique.

Afin d'être admis dans le système d'acquisition dynamique, il est demandé aux candidats de pouvoir démontrer leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Ainsi le candidat doit joindre au formulaire D.U.M.E. les renseignements suivants :

- **APTITUDE :**

Justification du statut d'établissement pharmaceutique ; l'agrément justifiant le statut d'établissement pharmaceutique doit être valable et/ou mis à jour pendant toute la durée d'exécution des marchés spécifiques,

- **CAPACITE FINANCIERE :**

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, sur son dernier exercice disponible,

- **CAPACITE PROFESSIONNELLE :**

Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années,

- **CAPACITE TECHNIQUE :**

Une liste non exhaustive des contrats ayant un rapport direct avec l'objet du marché ou une liste non exhaustive de références pouvant attester des capacités techniques du candidat tel que le catalogue des références en lien avec l'objet du SAD.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver ses capacités professionnelles, techniques et financières par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Il est possible de fournir, en remplacement du D.U.M.E. conformément à l'article R. 2143-3 du CCP :

- Le **formulaire DC1** « Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants » dûment complété par le candidat, ou par chacun des cotraitants en cas de groupement,
- Le **formulaire DC2** « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement » dûment complété, auquel sont joints les mêmes renseignements que pour le D.U.M.E.

Le candidat possédera de préférence, un compte bancaire français.

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du CCP, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Conformément à l'article R.2162-47 du code de la commande publique, à tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition dynamique, l'AP-HP pourra demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Par ailleurs, l'AP-HP se réserve le droit de modifier des dispositions du dossier de consultation du SAD en cours de procédure. Les candidats devront répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Dans le cas où un candidat aurait remis une candidature avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié.

Récapitulatif des documents attendus au stade des candidatures :

Type de pièce	Pièces entrant dans la composition de la candidature au SAD
DECLARATION DU CANDIDAT (DUME ou DC1/DC2)	OUI
ANNEXE 2 : COORDONNEES	OUI

L'annexe 2 est relative aux coordonnées des correspondants et interlocuteurs de l'entreprise dans laquelle figurera obligatoirement une adresse mail générique "service marchés" ou, à défaut, au moins trois adresses mail nominatives de correspondants du service des marchés. C'est à cette (ces) adresse(s) que sera(seront) transmise(s) électroniquement l'éventuelle notification du ou des marchés spécifiques ou accords-cadres.

IV - DELAI ET MODALITES DE REMISE DES PLIS

IV.A - LE DELAI DE DEPOT DES CANDIDATURES

La date et l'heure limites de réception des candidatures avant les premières évaluations des dossiers de candidature sont les suivantes :

au plus tard le 10/04/2025 à 16 heures

Les candidatures peuvent être adressées pendant toute la durée du système d'acquisition dynamique. En revanche, seules les candidatures acceptées à la date du lancement de chaque consultation pour marchés spécifiques seront invitées à remettre une offre.

IV.B - LES MODALITES DE DEPOT DES CANDIDATURES

IV.B.1 - LES MODALITES DE REMISES DES PLIS DE CANDIDATURES

Seules les réponses électroniques sont autorisées. Le profil d'acheteur de l'AP-HP est la **plateforme PLACE** : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le candidat dépose les documents de candidature sur la plateforme PLACE.

IV.B.1.1 Formats des documents DE CANDIDATURES

Les fichiers contenant les documents demandés ne peuvent être transmis autrement que sous l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF.

IV.B.1.2 CERTIFICAT DE SIGNATURE ELECTRONIQUE DES CANDIDATURES

La signature électronique n'est pas nécessaire pour la remise du dossier de candidature.

IV.B.1.3 – La copie de sauvegarde

Le candidat peut (ce n'est pas une obligation) faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur, une copie de sauvegarde au format papier ou sur support physique électronique (ex : clé USB).

La copie de sauvegarde peut être une copie des éléments se rapportant à la candidature. Dans ce cas, elle est adressée ou déposée dans les délais identiques à ceux décrits dans le paragraphe IV.A du présent document.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible « **copie de sauvegarde, Système d'acquisition dynamique n°25-19C** » ainsi que les indications suivantes : la raison sociale du candidat, l'objet de la procédure et la date limite de réception des candidatures le cas échéant.

Elle est adressée ou déposée à l'adresse suivante :

AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS ET PRODUITS DE SANTE (AGEPS)

7 rue du Fer à Moulin– BP 09 – 75221 PARIS CEDEX 05

Direction des Achats Bureau 516 (5^{ème})

NB : Pour les copies de sauvegarde les horaires d'ouverture sont, du lundi au vendredi, de 09 heures à 16 heures

Ce pli scellé contient les copies des documents de candidature en original. Cette copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018. A l'issue de la procédure dématérialisée, toute copie de sauvegarde non ouverte sera détruite.

IV.B.1.4 – Remarques pratiques

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

AVERTISSEMENT :

Pour les documents de candidature, conformément au terme de l'article R. 2144-2 du CCP, le Pouvoir Adjudicateur dispose de la faculté de demander au soumissionnaire d'adresser à nouveau ou de compléter sa candidature, dans les délais impartis.

IV.B.2 – REGLE DE NOMMAGE DES FICHIERS DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Afin de faciliter le traitement des candidatures dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

1. le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci

Suivi de :







2. la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (*underscore* ou tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf. exemple). Pour rappel, ces pièces sont :

- le DUME
- le DC1

- le DC2

Exemple :

-  _MARTIN_DC1
-  _MARTIN_DC2
-  Annexe 2_Coordonnées
-  MARTIN_agrement etablissement pharmaceutique
-  MARTIN_capacite professionnelle
-  MARTIN_capacite technique

V - EXAMEN DES CANDIDATURE ET ADMISSION

V.A – REGULARITE DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, lorsque des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut être demandé à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours francs (à compter de la demande envoyée par la Direction des achats via la plateforme PLACE).

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont rejetées.

Un candidat rejeté peut se représenter à tout moment pour une nouvelle admission au SAD.

V.B - SELECTION DES CANDIDATURES

La sélection des candidats se fera sur la base du contenu de la candidature des fournisseurs comme indiqué au paragraphe III.B du présent document.

Les candidatures sont sélectionnées au regard, d'une part, de la capacité financière du candidat à assurer pendant toute la durée du SAD les prestations objets des marchés spécifiques, et d'autre part, des capacités techniques et professionnelles du candidat permettant de garantir que l'opérateur économique possède la qualification nécessaire pour exécuter les marchés spécifiques en assurant un niveau de qualité approprié.

Conformément à l'article R2162-46, les candidats qui satisfont aux critères de sélection sont admis dans le système. Le nombre de candidats admis n'est pas limité.

L'AP-HP se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de dix jours ouvrables après leur réception. Ce délai est susceptible d'être porté à 15 jours ouvrables, lorsque cela est justifié, notamment parce qu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier d'une autre manière si les critères de sélection sont remplis, conformément à l'article R. 2162-45 du CCP.

L'admission est notifiée au candidat par l'intermédiaire du profil acheteur PLACE.

A compter de la réception de ce message, le candidat peut être invité à remettre une offre en réponse aux consultations pour marchés spécifiques lancés.

Les opérateurs économiques non admis dans le système d'acquisition dynamique sont également informés via le profil acheteur PLACE.

V.C – EXCLUSION DU SAD

L'exclusion d'un opérateur économique admis dans le système d'acquisition dynamique peut intervenir pour les motifs suivants :

- À la demande de l'opérateur si celui-ci s'estime dans l'incapacité de pouvoir exécuter les futurs marchés spécifiques qui seront conclus (ex : redressement, liquidation judiciaire...).
- La perte du statut d'établissement pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objet des marchés spécifiques,
- Sur décision du pouvoir adjudicateur lorsqu'un ou plusieurs marchés spécifiques conclu dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique avec l'opérateur économique a été résilié pour faute.

Sauf en cas de perte du statut d'établissement pharmaceutique ou des autorisations nécessaires à la vente des produits objets des marchés spécifiques, l'opérateur économique attributaire d'un ou plusieurs marché(s) spécifique(s) reste tenu d'exécuter le ou les marché(s) conclu(s) malgré son exclusion du SAD.

VI - CONTENU ET ANALYSE DES OFFRES AU STADE DES MARCHES SPECIFIQUES

VI.A – LANCEMENT D'UN MARCHÉ SPECIFIQUE

Seuls les candidats admis dans le système d'acquisition dynamique à la date du lancement de la consultation pour marchés spécifiques sont invités à remettre une offre.

L'invitation comprend au minimum :

- La lettre de consultation précisant :
 - la durée du marché spécifique ;
 - la composition ainsi que les modalités d'accès et de téléchargement du dossier de consultation ;
 - la date limite de réception et les modalités de remise des offres ;
 - le délai de validité de l'offre ;
 - les critères d'attribution des offres et leurs pondérations ;
 - les pièces à remettre au titre de l'offre
- L'acte d'engagement
- Le CCAP et CCTP des marchés spécifiques et leurs annexes
- L'allotissement et l'estimation des besoins (quantités estimées pour la durée du marché spécifique)

VI.B - CONTENU DES OFFRES ET CONDITIONS DE REMISES

Les offres sont remises au stade des consultations pour marchés spécifiques, c'est-à-dire, après la validation de la candidature par l'AGEPS et la réception de la lettre de consultation.

Le contenu du dossier d'offre sera susceptible d'évoluer d'un marché spécifique à l'autre selon les compléments et/ou précisions apportés dans la lettre de consultation.

Récapitulatif des documents attendus au stade des marchés spécifiques :

Type de pièce	Pièces entrant dans la composition des offres des marchés spécifiques
ACTE D'ENGAGEMENT SIGNE	OUI
TABLEAU D'OFFRE DE PRIX	OUI
RIB	OUI
DELEGATION DE POUVOIR	OUI, le cas échéant
CADRE DE REPONSES TECHNIQUES ET SES PIECES JOINTES	OUI
CADRE DE REPONSES DEVELOPPEMENT DURABLE	OUI
FICHE TECHNIQUE SECURITE D'APPROVISIONNEMENT	OUI

VI.B.1 - LES MODALITES DE REMISES DES OFFRES

Les modalités techniques de remise des offres sur la plateforme, sont identiques à celles décrites pour la remise des candidatures au chapitre IV.B.1 du présent document.

VI.B.1.1 Formats des documents d'offres

Les formats des fichiers contenant les documents demandés, sont identiques à ceux autorisés pour les fichiers de candidatures au chapitre IV.B.2 du présent document.

VI.B.1.2 Certificat de signature électronique des offres

Le soumissionnaire devra, de préférence, signer sa réponse à l'aide d'un certificat de signature électronique. Il permet l'authentification de la signature du représentant de l'entreprise, signataire de l'offre.

Attention : signer un dossier électronique qui contient plusieurs documents électroniques est insuffisant. En effet, tout comme sur support papier, c'est la signature de chaque document qui sera examinée par le pouvoir adjudicateur et non celle de l'enveloppe qui les contient.

La personne habilitée à engager le soumissionnaire **doit être inscrite sur le site et titulaire d'un certificat électronique** valide afin de signer sa réponse.

Le certificat électronique valide doit être conforme aux exigences de la Directive Européenne n°1999/93/CE, des articles 1316-1 et 1316-4 du Code Civil et de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les listes de catégories de certificats dites listes de confiance, sont mises à disposition des candidats par voie électronique :

- Par le Ministre chargé de la réforme de l'Etat (<http://www.references.modernisation.gouv.fr>),
- Par la Commission européenne (http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)

Dans le cas où le candidat n'utilise pas l'outil de signature proposé par la plateforme PLACE, il doit fournir à l'appui de son offre :

- un outil de vérification de la validité de la signature (ou un lien vers cet outil en accès libre)
- une notice d'utilisation de cet outil de vérification
- les documents permettant d'évaluer la conformité du certificat

La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES.

VI.B.1.3 – La copie de sauvegarde

Le candidat peut (ce n'est pas une obligation) faire parvenir au Pouvoir Adjudicateur, une copie de sauvegarde dûment signée au format papier ou sur support physique électronique (ex : clé USB).

La copie de sauvegarde est une copie des éléments se rapportant à l'offre proposée suite à l'invitation à soumissionner pour un marché spécifique. Dans ce cas, le candidat doit faire parvenir la copie de sauvegarde selon les conditions précisées dans la lettre de consultation (modalités, lieu et date limite de réception des offres).

VI.B.2 – REGLE DE NOMMAGE DES FICHIERS

Afin de faciliter le traitement des offres au stade des consultations pour marchés spécifiques, dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de se conformer, si possible, au nommage des fichiers de la façon suivante :

3. le nom de la société : il peut être entier, ou bien être raccourci







Suivi de :

4. la désignation de la pièce qui devra être la plus claire et la plus simple possible

Le nom des fichiers des pièces "importantes" sera précédé du _ (*underscore* ou tiret du 8), ceci permettant de les faire figurer en début d'arborescence (Cf. exemple). Pour rappel, ces pièces sont :

- l'Acte d'engagement
- le tableau d'offre de prix
- le RIB

Exemple :

 _MARTIN_AE
 _MARTIN_rib
 _MARTIN_Tableau offre de prix
 MARTIN_facture_vierge
 MARTIN-cadre reponses developpement durable
 MARTIN-cadre reponses techniques

VI.C – CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES

Les offres sont remises au stade des consultations pour marchés spécifiques selon les modalités précisées dans la lettre de consultation.

L'analyse des offres, dans le cadre des consultations pour marchés spécifiques, sera effectuée en prenant en compte le critère qualité, le critère prix et le critère développement durable. La pondération de ces critères pourra varier d'une consultation pour marchés spécifiques à l'autre, et d'un lot à l'autre, dans la limite de l'amplitude de pondération indiquée pour chacun de ces trois critères. La pondération des critères sera précisée dans la lettre de consultation.

- Les critères d'analyse des offres seront les suivants :

Critères	Pondération
QUALITE :	Entre 50% et 65%
DEVELOPPEMENT DURABLE :	Entre 5% et 10%
PRIX :	Entre 30% et 45%

VI.D - LES CONDITIONS PREALABLES A LA SIGNATURE D'UN MARCHE SPECIFIQUE

➤ Les justificatifs :

Conformément aux dispositions de l'article R. 2144-4 du CCP, le candidat auquel il sera envisagé d'attribuer un marché spécifique devra produire dans un **délai maximum de cinq (5) jours francs** (à compter de la demande envoyée par la Direction des achats via la plateforme PLACE), les documents et moyens de preuve justifiant qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction de soumissionner.

Au-delà de ce délai, faute de production, conformément à l'article R. 2144-7 du CCP, l'offre sera rejetée et le projet de marché spécifique conclu avec le candidat classé en deuxième position, sous réserve que celui-ci produise les documents et moyens de preuve nécessaires, et ainsi de suite.

➤ L'agrément nécessaire :

Le soumissionnaire ne pourra être retenu que s'il possède, le **statut d'établissement pharmaceutique** à la date de notification de l'accord-cadre.

VII.B - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Tout renseignement complémentaire concernant le Cahier des Charges, peut être demandé à :

✉ **Alexia LAWRUK ou Michèle HEHN,**
pour des renseignements d'ordre technique

✉ **Philippe LEMAIRE,**
pour des renseignements d'ordre administratif et juridique

en posant une question à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> au niveau de cette consultation dans l'onglet "Question" de la consultation.

Les réponses se feront exclusivement via la plateforme PLACE de la manière suivante :

Le candidat ayant posé une question recevra une réponse personnalisée par le biais des échanges puis, dans le même temps, les autres candidats ayant retiré le DCE seront invités, par mail, à consulter la question/réponse dans une annexe au document intitulé DCE. Cette annexe sera également disponible lors du téléchargement du DCE pour les candidats retirant celui-ci postérieurement au dépôt d'une ou plusieurs questions/réponses.